



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Un
ministère
engagé
pour une
économie
forte et
durable**

Bien sûr, quand on est un agent du ministère de l'Économie et des Finances, on travaille «aux impôts», on est «douanier», inspecteur des Finances, statisticien de l'Insee, agent de la répression des fraudes... La diversité des services et des directions va de pair avec l'unité, la cohésion profonde de Bercy : par-delà l'expertise des métiers et la spécificité des directions, les agents du ministère sont animés par les mêmes valeurs, engagés au quotidien pour l'intérêt général. Ils mettent leur énergie au service d'une économie à la fois forte et durable.

ANTICIPER

et mettre en œuvre la stratégie économique de la France

CONSTRUIRE

et exécuter le budget de la France

PROTÉGER

les Français et combattre les fraudes

CRÉER

un environnement favorable au développement des entreprises

Anticiper et mettre en œuvre la stratégie économique de la France

VOIR, SAVOIR, PRÉVOIR...

La direction générale du Trésor (DG Trésor) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) suivent l'une et l'autre la conjoncture économique afin d'élaborer **des prévisions sur la croissance, la compétitivité, l'emploi**. Si l'Insee produit les indicateurs essentiels de l'économie française, le Trésor conseille les ministres et fournit analyses, études d'impact et pistes de réforme sur les politiques publiques, notamment dans les domaines financiers et sociaux. Les informations collectées par la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) ou la direction générale des Entreprises (DGE) dans leur dialogue quotidien avec les entreprises sont également très précieuses : les angles, les interlocuteurs, le traitement des données recueillies et les analyses auxquelles elles donnent lieu sont complémentaires et concourent à éclairer les décisions du Gouvernement.

CONDUIRE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Sous l'autorité des ministres, la direction générale du Trésor conduit la politique économique de la France. Elle assure la régulation du financement de son économie ; elle gère la trésorerie et la dette de l'État, à travers l'agence France Trésor (AFT) ; elle **défend et promeut les intérêts nationaux partout dans le monde, et singulièrement en Europe**, participant aux différentes négociations sur l'euro et sur le fonctionnement de l'Union européenne. Elle supervise l'aide au développement, soutient les entreprises exportatrices et promeut l'attractivité de la France, afin de favoriser les investissements internationaux, créateurs d'emplois.

Fait notable : la moitié des 1 300 agents du Trésor travaillent à l'étranger (dans pas moins de 105 pays, essentiellement au sein de nos ambassades). Ces agents sont eux-mêmes de 91 nationalités différentes ! Une diversité qui est le gage d'une action efficace sur l'ensemble de la planète.

Quand le budget passe au vert

En 2020, la direction générale du Trésor et la direction du Budget ont mis en place une première mondiale : le Budget vert, qui constitue le premier exercice de transparence sur l'impact environnemental de la dépense publique. Ainsi la loi de Finances 2021 a-t-elle mis en évidence 43 milliards d'€ de dépenses favorables à l'environnement, contre 10 milliards d'€ défavorables, et ce n'est qu'un début !

Traquer le PIB !

Prévoir chaque trimestre le PIB est un tour de force ; pour être le plus près possible de ce que sera la véritable croissance, l'Insee recourt de plus en plus à la data science : machine learning, web scraping, random forest... Il a même élaboré un « traqueur de PIB » qui devrait limiter encore un peu plus les écarts entre prévision et réalité !

Construire et exécuter le budget de la France

Chaque année, **le vote de la loi de finances est un rendez-vous essentiel dans notre vie démocratique**: il fournit aux administrations les moyens d'accomplir leurs missions, traduit dans la réalité les priorités du Gouvernement pour la France. Il marque l'aboutissement d'un processus de concertation entre différents acteurs (Gouvernement, Conseil d'État, Parlement...), piloté par la direction du Budget, qui veille à la bonne gestion des deniers publics.

ACCOMPAGNER LES ÉLUS LOCAUX

Si la mission la plus connue de la direction générale des Finances Publiques est d'assurer la contribution des Français au budget de la nation, elle n'est pas la seule: ancrée dans la vie des régions, des départements et des communes, cette direction est le **partenaire privilégié des collectivités locales**. Dans les mairies, les personnels des impôts accompagnent les élus pour toutes les questions financières. Cette mission a été rendue encore plus efficace par la création récente de Conseils

aux Décideurs Locaux. Il s'agit d'un conseil à la fois budgétaire, comptable, économique, patrimonial... Ces CDL sont plébiscités par les bénéficiaires: 90 % d'élus satisfaits !

Les Services de gestion comptable (SGC) sont, quant à eux, au contact des collectivités locales pour leur gestion comptable et financière de tous les jours.

DES IMPÔTS ? POUR QUOI FAIRE ?

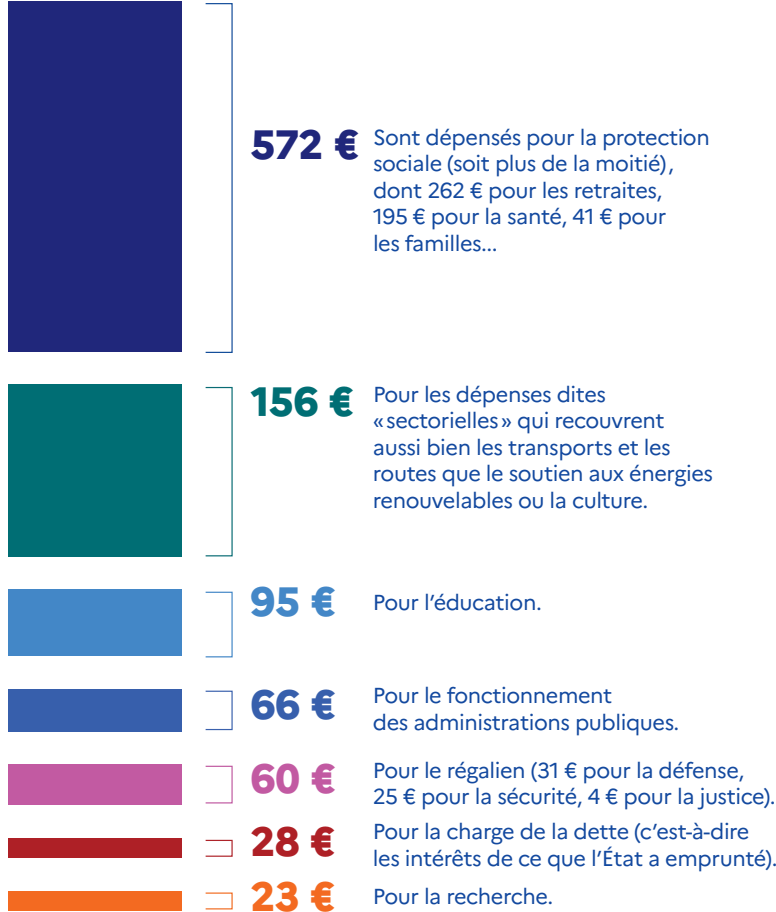
L'impôt est la participation de chacun au bien commun de tous, dans de nombreux domaines de la vie quotidienne: santé, sécurité, éducation... Il contribue à consolider notre «modèle français» et constitue un outil majeur de redistribution et de solidarité.

Le consentement à l'impôt suppose une bonne connaissance de son utilisation: sur 1 000 € d'argent public, plus de la moitié sont consacrés à la protection sociale, 95 pour l'éducation, 60 pour le régalien.

AFT : les «traders» de la dette

La dette de l'État est gérée par l'agence France Trésor. La mission des «traders» de l'AFT: vendre la dette, la placer à l'investisseur qui en propose le prix le plus intéressant pour le contribuable. Les opérateurs de l'AFT respectent trois principes majeurs: la régularité, la transparence, et la flexibilité pour s'adapter à la demande des investisseurs finaux.

Mais concrètement, comment est utilisé l'impôt ? Sur 1 000 € d'argent public:



Protéger les Français et combattre les fraudes

Le ministère est doté de moyens conséquents pour contribuer à la sécurité des Français tout en luttant contre les fraudes et contre les atteintes à la probité.

PAS DE JEU SANS RÈGLE DU JEU

Une bonne économie suppose des règles claires. De nombreuses directions de Bercy - de la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) jusqu'à la direction de la Législation Fiscale - concourent à l'élaboration d'un corpus nécessairement dense, précis et opposable à tous.

La direction des Affaires Juridiques exerce un rôle d'assistance juridique auprès des administrations de l'État et des établissements publics. C'est elle qui coordonne l'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

TRAQUER LES TRICHEURS

La DGCCRF lutte contre les pratiques qui trompent ou mettent en danger les consommateurs et veille au respect des règles de la concurrence : ses agents effectuent leurs contrôles dans les magasins, les usines et sur Internet. La direction générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI),

elle, est chargée de surveiller l'ensemble des produits en provenance de l'étranger. Elle protège les Français et les intérêts économiques du pays sur toutes les frontières : terrestres, maritimes, numériques.

L'économie, elle aussi, doit être saine: TRACFIN traque les circuits financiers clandestins, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme. De son côté, l'agence Française Anticorruption (AFA) accompagne les personnes confrontées aux atteintes à la probité.

Protéger les Français, c'est se montrer intransigeant envers toutes les fraudes, qui sont autant d'agressions contre le civisme et la solidarité. Cette lutte associe plusieurs acteurs comme la direction générale des Finances Publiques (DGFIP) qui assure le contrôle fiscal et la poursuite des fraudeurs ou la mission interministérielle de Coordination Anti-fraude (MICAF), qui coordonne notamment le combat contre le travail illégal.

Des labos qui nous veulent du bien!

Sous l'autorité de la DGCCRF et de la DGDDI, le Service Commun des Laboratoires comprend une unité de direction parisienne et des laboratoires répartis sur le territoire (de Bordeaux à Strasbourg, de Marseille à Saint-Denis de La Réunion). Il analyse plus de 300 000 produits chaque année!

Saisies de cocaïne: un bilan stupéfiant

Les saisies de stupéfiants réalisées par la Douane ont augmenté de 30% en 2021, avec 115,4 tonnes saisies, contre 88,72 tonnes en 2020. Les saisies de cocaïne réalisées sur le territoire national atteignent en 2021 des quantités inégalées (16,62 tonnes contre 9,06 tonnes en 2020, soit une hausse de 106%). En ce qui concerne la cocaïne, il s'agit des

plus importantes saisies jamais réalisées sur le territoire national.

Elles ont doublé par rapport à 2020 en passant de 9,06 tonnes à 18,62 tonnes (+ 106 %).

Créer un environnement favorable au développement des entreprises

L'indépendance est une force

3 millions d'indépendants en France : cela méritait bien un plan spécial de soutien, annoncé à l'automne 2021. Objectif : créer un environnement plus protecteur et plus simple (statut unique pour l'entrepreneur individuel, transmission et reconversion facilitées...)

2021 : l'odyssée de l'espace

Piloté par la DGE, le dispositif France Relance a permis de déboursier 200 millions d'€ pour l'innovation dans le secteur spatial français. Et 165 millions d'€ pour la fin du développement d'Ariane 6.

La France est une nation à la fois de traditions et d'audace, de nouveaux entrepreneurs qui inventent, qui étonnent en se propulsant sans complexe à la pointe de la modernité.

Le ministère de l'Économie et des Finances, c'est aussi bien le soutien aux petits commerces de quartiers que la mise en œuvre d'une stratégie nationale en Intelligence Artificielle !

AU PREMIER RANG

La direction générale des Entreprises (DGE) met en œuvre la politique économique décidée par le ministre, dont les choix ont été éclairés par les analyses de divers experts, notamment ceux de la direction générale du Trésor. Aux défis inédits de notre temps - climat, numérique... - doivent répondre des orientations stratégiques précises et pérennes. Il faut maintenir ou porter notre pays au premier rang, convertir les risques nouveaux en occasions de rebonds durables. Aider les entreprises à concrétiser leurs ambitions à l'international, c'est les accompagner dans l'identification des marchés (c'est le rôle de la Direction du Trésor avec Business France), et dans les démarches liées au transport des marchandises : la Douane remplit ici une fonction capitale.

Face à la crise sanitaire, le plan France Relance est doté d'une enveloppe de 100 milliards d'€ : plus de 1 000 bénéficiaires, 250 000 emplois créés ou confortés.

NUMÉRIQUE

L'ambition est de doubler le chiffre d'affaires de la filière Cloud, de multiplier par 3 les start-ups en Intelligence Artificielle créées à partir d'un concept issu de la recherche fondamentale, de multiplier par 2 les emplois dans la cybersécurité.

ÉCOLOGIE

Le défi est de réduire de 37,5 % les émissions de CO₂ en France d'ici 2030, notamment par la décarbonation des mobilités. Nous allons recycler 2 millions de tonnes de matières plastiques par an d'ici 2025, et développer une offre de mobilité lourde à l'hydrogène.

SOUVERAINETÉ ET RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

La souveraineté industrielle est redevenue un impératif, notamment dans le domaine sanitaire. Nos priorités : la production nationale d'au moins 20 bio médicaments et la création de 5 entreprises de taille intermédiaire en biotechnologie.

Des talents au service d'une économie forte et durable

Chaque année, le ministère recrute plus de 5 000 femmes et hommes d'origine, de formation, d'itinéraires très divers. En tant qu'employeur, le ministère mise en effet sur la dynamique collective et la complémentarité des compétences pour assurer ses quatre grandes missions. Quel que soit le métier qu'ils exercent, les uns et les autres sont animés par les mêmes valeurs: le sens de l'intérêt général, la diversité, l'intégrité, l'excellence et l'esprit d'équipe.

Avec et pour ses agents, le ministère est engagé dans une démarche résolue de progrès dans 4 domaines essentiels:

- **L'écologie:** c'est le programme Bercy Vert dont la vocation est d'encourager les comportements écoresponsables et de réduire fortement les émissions carbone liées à l'activité du ministère.
- **L'égalité professionnelle, la diversité et l'inclusion:** le ministère lutte contre toutes les discriminations et favorise la mixité à tous les niveaux.
- **La qualité de vie au travail** avec notamment une politique volontariste et concertée sur le télétravail.
- **L'innovation** en encourageant la créativité à tous les niveaux et dans tous les bureaux: l'audace comme principe, l'expérimentation comme méthode, au service de la modernisation de l'ensemble du ministère.

Ces programmes sont pilotés et coordonnés par le Secrétariat général, en lien constant et étroit avec les cabinets ministériels et l'ensemble des directions.

Près de 130 000

femmes et hommes travaillent au ministère, en métropole et en outre-mer.

P12 Rejoignez-nous: economie.gouv.fr/recrutement

DES PARCOURS DIFFÉRENTS, DES TALENTS MULTIPLES. DES VALEURS PARTAGÉES.



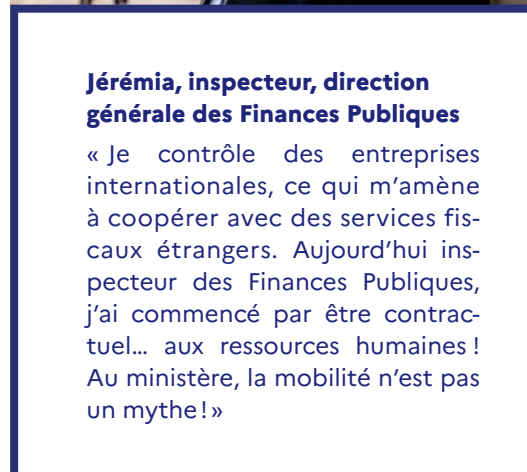
Julian Lasfargues,
chargé du suivi de la
consommation des ménages, Insee

«Après un premier poste comme attaché de presse à ma sortie du centre de formation de Libourne, je travaille désormais à la comptabilité nationale. J'expliquais aux journalistes où trouver les chiffres de la croissance française sur le site insee.fr, maintenant je la calcule ! »



**Evelyne, conseillère
juridique, direction générale
du Trésor**

«J'interviens sur les aspects juridiques des textes des négociations de haut niveau, et suis certains contentieux entre de grandes entreprises françaises et d'autres sociétés. Un travail très gratifiant, car j'en vois les impacts directs sur notre industrie.»



**Jérémia, inspecteur, direction
générale des Finances Publiques**

« Je contrôle des entreprises internationales, ce qui m'amène à coopérer avec des services fiscaux étrangers. Aujourd'hui inspecteur des Finances Publiques, j'ai commencé par être contractuel... aux ressources humaines ! Au ministère, la mobilité n'est pas un mythe ! »



**Sonia, programmeur en système
d'exploitation, direction
générale des Finances Publiques**

«J'ai d'abord été DRH dans une maison de couture. Suite à un accident de vie, je suis devenue sourde. Entrée au ministère par la voie contractuelle, j'ai bénéficié d'une aide à la préparation aux concours internes. Et aujourd'hui je développe des services numériques pour améliorer la vie des Français ! »



**Sylvain, chef de bureau, direction
du Budget**

«Au ministère, on peut valoriser ses compétences pour bâtir des réformes durables, structurelles, enthousiasmantes ! Par ailleurs, je vérifie chaque jour que le fait de venir d'univers culturels différents élève le niveau d'exigence de tous. La diversité au service de l'excellence ! »



**Laurence, responsable d'unité
scientifique, service commun
des laboratoires (DGCCRF / Douane)**

«Le laboratoire de Paris reçoit de nombreux échantillons pour analyse. Pour mon unité, ce sont principalement des denrées alimentaires. Dans le cadre d'une démarche de développement durable, nous limitons la consommation d'énergie pour les analyses et éliminons les déchets par leur compostage.»

P13

Directions et services

Chaque jour, sous l'autorité du ministre de l'Économie et des Finances, les différentes entités qui composent le ministère agissent pour améliorer la vie des Français.

Agence française
anticorruption
(AFA)

Agence pour
l'**informatique**
financière de l'État
(AIFE)

Agence
des **participations**
de l'État
(APE)

Conseil général
de l'économie,
de l'industrie,
de l'énergie
et des technologies
(CGE)

Service du **contrôle**
général économique
et financier
(CGefi)

Direction
des **achats**
de l'État
(DAE)

Direction
des **affaires**
juridiques
(DAJ)

Direction du **budget**
(DB)

Délégué
interministériel
aux **restructurations**
d'entreprises

Direction générale
du **Trésor**
(DG Trésor)

Direction générale
de la **concurrence**,
de la **consommation**
et de la **répression**
des **fraudes**
(DGCCRF)

Direction générale
des **douanes**
et **droits indirects**
(DGDDI)

Direction générale
des **entreprises**
(DGE)

Direction générale
des **finances**
publiques
(DGFIP)

Direction
de l'**immobilier**
de l'État
(DIE)

Direction
de la **législation**
fiscale
(DLF)

Inspection générale
des **finances**
(IGF)

Institut national
de la **statistiques**
et des **études**
économiques
(Insee)

Médiateur
des entreprises

Médiateur
des ministères
économiques
et financiers

Mission
interministérielle
de **coordination**
anti-Fraude
(MICAF)

Service du **contrôle**
budgétaire
et **comptable**
ministériel
(CBCM)

Secrétariat général
des ministères
économiques
et financiers
(SG)

Traitement
du renseignement
et action contre
les circuits financiers
clandestins
(TRACFIN)



Octobre 2022

economie.gouv.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

